

M. HEAPS: Votre réponse me convainc que ces \$12,000,00 annuels ne sont pas à négliger. J'opine qu'un taux de 3 p. 100 aujourd'hui sur les obligations fédérales garanties suffirait. Je me demande s'il n'est pas possible, malgré ce qu'a dit le ministre ce matin, de tenter de rajuster la capitalisation pour ce qui est de l'intérêt.

Le PRÉSIDENT: Je puis vous dire que j'ai donné instruction au secrétaire de prendre bonne note des observations faites ce matin en vue de les insérer dans notre rapport.

M. HEAPS: Voici pourquoi j'ai parlé comme je l'ai fait: je ne veux pas créer l'impression que le Comité veut répudier l'intérêt des Chemins de fer Nationaux du Canada, mais je crois, étant donné les circonstances dans lesquelles l'Etat a acquis ces chemins de fer, et le fait que l'intérêt est garanti aux obligataires sur des chemins de fer en faillite lors de leur acquisition par l'Etat, qu'il faudrait tenir bien compte de la situation de la compagnie. Elle me paraît mériter cela à cause de l'importance de son déficit depuis bien des années. Peut-être que si on prenait des moyens plus énergiques que ceux du passé, on pourrait réussir à épargner au réseau une certaine somme, ce qui lui serait très profitable, ainsi qu'au Canada.

Le PRÉSIDENT: Cela figurera au rapport, monsieur Heaps. Allons-nous passer aux recettes d'exploitation et à leurs détails? Monsieur Armstrong, veuillez lire le rapport.

M. WALSH: Avant que vous ne quittiez la page 13, j'aimerais avoir quelques renseignements à ce sujet. Vers le milieu de cette page il y a un poste qui donne les recettes et les dépenses de l'exploitation des hôtels, ainsi que les impôts sur les hôtels. J'aimerais avoir, des administrateurs des Chemins de fer Nationaux, un état indiquant la mise de fonds véritable dans chaque hôtel exploité présentement, les recettes provenant de chaque hôtel exploité en 1937 par ces chemins de fer, ainsi que les frais d'exploitation de chacun. C'est tout ce qu'il me faut pour maintenant. Si je puis avoir ces renseignements avant que nous n'ayons fini de discuter le rapport, cela me satisfera.

M. HUNGERFORD: Nous allons vous préparer cet état.

M. WALSH: Je désire aussi poser une question au sujet du nouvel hôtel de Vancouver. Si l'on retourne à la page 5 on découvre à propos de l'hôtel de Vancouver le chiffre de \$214,388. Le président pourrait-il nous dire quelle somme sera nécessaire en 1938 pour achever l'hôtel de Vancouver?

M. HUNGERFORD: Les dépenses pour 1938, telles que présentées au budget, atteignent \$1,750,000 et il faudra un demi à trois quarts de million pour achever l'hôtel et le rendre prêt à l'exploitation. Les \$1,750,000 de 1938 ne suffiraient pas pour achever l'hôtel. Il y faudra dépenser encore un demi à trois quarts de million, l'an prochain.

M. WALSH: On pourra ainsi le mettre en état d'exploitation?

M. HUNGERFORD: On se propose de l'ouvrir, si possible, dès le 1er juin de l'an prochain.

M. WALSH: En 1939?

M. HUNGERFORD: Oui.

M. WALSH: Je désirais vous demander ceci, et si un membre du Comité pense qu'il y a ici intrusion de politique, je dirai que c'est le cas.

Le PRÉSIDENT: Ne le dites pas.

M. WALSH: Il y a intrusion de politique car lorsque le ministre de la Défense nationale doit y répondre au nom du ministre des Transports et que ce dernier dira à son tour au nom du président, du directeur des Chemins de fer Nationaux, dans la ville de Vancouver, que cet hôtel est à la veille d'être complété et d'être ouvert au public, je ne pourrai attacher aucun autre sens à sa réponse qu'un sens